NEWSLETTER

CS4ME

CIVIL SOCIETY FOR MALARIA ELIMINATION

HIGHLIGHTS

JUILLET - SEPTEMBRE 2026

À PROPOS DE CS4ME

CS4ME est un réseau mondial d'organisations de la société civile (OSC) et de réseaux locaux engagés dans l'élimination du paludisme. Il rassemble plus de **1 000** membres, comprenant des OSC et des réseaux nationaux, principalement dans **55** pays d'Afrique et d'Asie du Sud. Depuis sa création en 2019, CS4ME contribue au renforcement des capacités de ses membres et réunit les organisations de la société civile afin qu'elles puissent avoir un impact réel et atteindre l'objectif d'éliminer le paludisme.

Rejoignez le mouvement et devenez membre de CS4ME en cliquant **ici**



SOMMAIRE

SPOTLIGHT 3

LES ÉCHOS DU RÉSEAU 4

NOUVELLES SUR LE PALUDISME 8

HAUT-PARLEUR 9

À LA RENCONTRE DES NOUVEAUX MEMBRES 11

ON EN PARLE ENCORE 12

PLUS FORT ENSEMBLE 15

À NOTER DANS VOS AGENDAS 17

SPOTLIGHT

Esther Emmanuel EKANEM : promouvoir le leadership et l'inclusion des adolescentes et jeunes femmes dans la prise de décision liée au paludisme





Figure éminente de la société civile nigériane, Esther Emmanuel Ekanem incarne le pouvoir transformateur du leadership communautaire, du mentorat et de l'innovation sociale. Enseignante agréée et titulaire d'une licence en enseignement de la physique (avec une mention honorifique) de l'Université d'Uyo, elle allie rigueur académique et expertise de terrain en gestion de programmes, plaidoyer stratégique, égalité des genres et inclusion sociale (GESI).

Son parcours témoigne d'une évolution remarquable : débutant comme bénévole à la Brokline Foundation (BLF) pour soutenir les ménages vulnérables, elle en est aujourd'hui la directrice exécutive adjointe et responsable du projet Fonds pour l'égalité des genres (GEF). Parallèlement, en tant que coordinatrice du réseau NYNETHA dans l'État d'Akwa Ibom au Nigéria, elle collabore étroitement avec les institutions gouvernementales et des partenaires clés comme ACOMIN pour promouvoir la santé publique et renforcer l'engagement des jeunes filles.

Profondément convaincue que les solutions durables naissent de la participation citoyenne, elle a fait du développement de la jeunesse son cheval de bataille. Grâce à ses actions de mentorat, elle a accompagné plus de 80 adolescentes et jeunes femmes (AGYW), permettant à plus de 30 d'entre elles de prendre la direction de projets et de défendre activement leurs droits. Pour inscrire cet impact dans la durée, elle pilote actuellement la création d'un réseau régional dédié aux AGYW, offrant ainsi un cadre pérenne d'entraide, de plaidoyer collectif et d'accès aux instances décisionnelles.

Cet engagement en faveur d'une gouvernance inclusive se concrétise avec force dans la lutte contre le paludisme à travers l'initiative qu'elle pilote au sein de la Brokline Foundation, avec le soutien de CS4ME, où elle mène des dialogues stratégiques pour intégrer les jeunes femmes y compris celles en situation de handicap dans les instances décisionnelles. Elle a permis d'atteindre une étape importante en septembre 2026 à savoir l'intégration officielle de deux représentantes des AGYW au sein du Groupe de travail technique sur le paludisme de l'État d'Akwa Ibom au Nigéria.

À travers son action au sein de Brokline Foundation et de NYNETHA, Esther Emmanuel Ekanem continue de bâtir des ponts essentiels entre les réalités communautaires, la recherche de terrain et la décision politique. Son parcours rappelle une vérité fondamentale : **les jeunes ne sont pas de simples bénéficiaires des programmes de santé, mais les véritables partenaires et moteurs de leur propre avenir.**

Merci à Esther Emmanuel Ekanem pour son leadership inspirant, son dévouement et sa contribution à une Afrique où chaque jeune femme dispose du pouvoir et des opportunités nécessaires pour façonner son destin.

LES ÉCHOS DU RÉSEAU

30 leaders communautaires formés à Kasaï pour une lutte contre le paludisme intégrant l'approche genre



Photo de famille des leaders communautaires formés à Kamuesha

Trente leaders communautaires de la Zone de Santé de Kamuesha en Republique Démocratique du Congo (RDC), dont 16 femmes et 14 hommes, ont pris part, le vendredi 4 septembre 2026, à une session de formation organisée par la coordination provinciale du Kasaï du Corps des Jeunes contre le Paludisme (CJP-RDC/ASBL). Cette activité s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du Projet Fonds pour l'égalité des genres (FEG) dans la lutte contre le paludisme en RDC .

Financé par le Fonds mondial et mis en œuvre avec l'appui technique de l'African Leaders Malaria Alliance (ALMA), ce projet vise à renforcer les capacités des défenseurs communautaires. La formation s'est articulée autour des orientations stratégiques du Projet FEG ; le rôle et les responsabilités des défenseurs communautaires dans la lutte contre le paludisme et la santé ; les pratiques néfastes liées au genre qui accroissent la vulnérabilité au paludisme.

La session s'est tenue en présence des autorités sanitaires de la zone, des autorités du secteur de l'éducation, d'éléments de la Police Nationale Congolaise, ainsi que de représentants des confessions religieuses et du secteur éducatif.

À travers cette initiative, le CJP-RDC/ASBL entend mettre en place un réseau de relais communautaires de proximité au niveau des ménages, des établissements scolaires et des communautés, afin de contribuer à la réduction durable du paludisme dans la Zone de Santé de Kamuesha, tout en assurant une intégration effective de l'approche genre.

Niger : DES-ICI lance les cadres régionaux de concertation du CLM Intégré à Niamey et Zinder



Au Niger, le suivi communautaire s'affirme comme un levier pour améliorer l'accès et la qualité des services de santé. Dans cette démarche, le réseau Démocratie Sanitaire et Implication Citoyenne (DES-ICI) a lancé les cadres régionaux de concertation multisectoriels du Community-Led Monitoring (CLM) Intégré, couvrant les premier et deuxième trimestres de 2026.

Les cérémonies officielles de lancement se sont tenues à Niamey et à Zinder, sous la présidence des représentants des autorités régionales, en présence des services techniques déconcentrés et des différents acteurs engagés dans la réponse communautaire. Ces rencontres ont réuni autour de la même table les autorités administratives, collectivités territoriales, autorités sanitaires, leaders coutumiers et religieux, représentants des communautés et de la société civile, ainsi que les partenaires techniques et financiers.

Les échanges ont permis de partager les principaux constats issus du suivi communautaire et d'identifier, pour chacune des deux régions, des recommandations et des priorités de plaidoyer. Les participants ont également pris des engagements concrets pour contribuer à l'amélioration de l'accès aux services et de la qualité des soins offerts aux populations.

Ces cadres de concertation renforcent le dialogue entre les communautés et les acteurs du système de santé. Les préoccupations exprimées sur le terrain peuvent ainsi être mieux prises en compte dans les décisions et les actions visant à améliorer les services de santé.



Photo de famille des participants aux cadres régionaux de concertation CLM Intégré T1-T2 2026 à Niamey et Zinder

Malaria Youth Champions : le leadership féminin au cœur des échanges

Comment prendre sa place, faire entendre sa voix et s'affirmer avec confiance ? C'est autour de ces enjeux qu'a porté la session consacrée au leadership féminin, organisée dans le cadre de la formation des Malaria Youth Champions de l'ALMA (African Leaders Malaria Alliance). Animée par Rafiqah de l'UCAAM (United CBOs Against Malaria), la session a invité les participantes à renforcer leur confiance en elles et leur capacité à exercer un leadership plus affirmé.

Les échanges ont mis en avant plusieurs qualités essentielles pour développer son leadership : confiance en soi, empathie, résilience, intégrité, communication efficace et vision stratégique. Au-delà de ces qualités, l'autonomie, le mentorat, l'inclusivité et le développement de réseaux professionnels ont été présentés comme des leviers importants pour favoriser l'accès des femmes aux espaces de décision et aux postes de responsabilité.

Pour passer de la confiance à l'action, les participantes ont également découvert la méthode PREP, un outil simple pour structurer une prise de parole avec clarté et impact. Elle consiste à présenter son Point de vue (P), à en expliquer la Raison (R), à l'appuyer par un Exemple (E) concret, puis à rappeler son Point de vue (P) en conclusion.

La session a également insisté sur les principes d'une communication efficace : clarifier son message, connaître sa cible, adapter son discours et préciser l'action attendue. Elle s'est achevée sur un message fort en faveur de l'autonomisation économique : **« Le problème de genre le plus tenace, c'est l'argent. Ayez de l'argent dans votre poche. »** Un appel à renforcer ses connaissances, maîtriser les données et porter sa voix avec confiance.



photo des participantes à la formation des femmes leaders

Du renforcement des capacités à l'influence : les jeunes femmes et adolescentes prennent leur place dans la prise de décision sur le paludisme à Akwa Ibom



Le parcours vers une participation significative des adolescentes et jeunes femmes (AGYW) dans la prise de décisions sur le paludisme a commencé par le renforcement des capacités. Le 18 mars 2026, Impact Santé Afrique (ISA), le Secrétariat CS4ME, a formé des AGYW provenant de sept pays africains : le Cameroun, le Kenya, le Lesotho, le Nigéria, la Tanzanie, l'Ouganda et la Zambie, lors de la formation **« Empowered to Act: Capacity Building for AGYW to Lead Malaria Advocacy ».** La session a renforcé les connaissances, les compétences et la confiance des participantes pour s'engager dans la sensibilisation et les processus décisionnels liés au paludisme.

Pour les AGYW dans l'État d'Akwa Ibom, au Nigéria, ce renforcement des capacités a fourni une base importante pour transformer le savoir en action. Avec le soutien de **la Société civile pour l'élimination du paludisme (CS4ME), la Brokline Foundation (BLF)** a ensuite mis en œuvre un projet visant à renforcer l'inclusion significative des AGYW, y compris des jeunes femmes en situation de handicap, dans les espaces de prise de décision sur le paludisme. Grâce à un plaidoyer soutenu, l'initiative crée de nouvelles opportunités pour que les AGYW puissent avoir une voix et un rôle significatif dans l'élaboration de la réponse contre le paludisme dans l'État d'Akwa Ibom.

Par le biais de son projet, **« Establishing and Strengthening Meaningful Inclusion of AGYW in Malaria Decision-Making Spaces in Akwa Ibom State »,** la Brokline Foundation (BLF) s'est donné pour objectif d'assurer l'inclusion de cinq AGYW dans le Groupe de travail technique sur le paludisme de l'État (mTWG) et autres espaces de gouvernance du paludisme.

la Brokline Foundation (BLF) a commencé par cartographier les parties prenantes et évaluer la participation des adolescentes et jeunes femmes (AGYW) à la gouvernance de la lutte contre le paludisme. L'évaluation a révélé que les AGYW n'étaient pas représentées dans les structures clés de décision et de responsabilité en matière de paludisme. Les parties prenantes ont identifié l'absence de directives politiques, les biais liés à l'âge et au genre, les obstacles financiers et liés au handicap, la capacité technique limitée ainsi que la faible sensibilisation comme principaux défis. Ces constats ont nourri un rapport de plaidoyer, des messages politiques et des engagements ciblés avec le gouvernement, les programmes de lutte contre le paludisme, la société civile et les partenaires. Le plaidoyer a également été amplifié grâce à deux jingles radiophoniques et à 10 supports IEC partagés sur les réseaux sociaux, atteignant **4 653 vues et 495 interactions.**

Une table ronde des parties prenantes tenue le **31 juillet 2026** a réuni 20 participants, dont cinq jeunes filles et femmes (AGYW). Cette rencontre a permis d'obtenir des engagements de la part du SMEP, de la Direction de la Santé Publique, du Coordinateur de la Santé des Adolescents et ACOMIN pour créer des opportunités de participation des AGYW dans les structures de coordination de la lutte contre le paludisme et de la santé. Un suivi de plaidoyer a permis de traduire ces engagements en opportunités concrètes de participation.

Le 10 septembre 2026, deux représentantes des AGYW ont participé à la réunion du Groupe de Travail Technique sur le Paludisme de l'État d'Akwa Ibom et ont été officiellement inaugurées dans le mTWG. Elles ont également été assignées au groupe Plaidoyer, Communication et Mobilisation Sociale (PCMS).

Leur participation a dépassé la simple présence : une représentante des AGYW a activement contribué aux délibérations en appuyant la motion de suspension.

Cela marque un changement important, passant d'aucune représentation des AGYW à une représentation formelle et à une participation active dans une structure clé de gouvernance du paludisme.



Maintenir l'élan

L'expérience d'Akwa Ibom démontre qu'une participation significative des adolescentes et jeunes femmes (AGYW) exige plus qu'une place à la table. Elle nécessite des preuves, un plaidoyer soutenu, un engagement des parties prenantes, le renforcement des capacités et des opportunités pour les AGYW d'influencer les décisions. la Brokline Foundation et ses partenaires continueront à œuvrer pour renforcer la participation des AGYW à la gouvernance du paludisme et à étendre leur inclusion dans d'autres structures de coordination et de redevabilité.



Photo de famille AGYW (en t-shirt violet et chapeau violet) lors de la réunion du Groupe de travail technique sur le paludisme tenue le 10 septembre 2026, État d'Akwa Ibom, Nigeria

NOUVELLES SUR LE PALUDISME

JOURNÉE MONDIALE DU MOUSTIQUE 2026 : LE LUALABA SE MOBILISE



Chaque 20 août, la Journée mondiale du moustique met en lumière l'un des animaux les plus mortels au monde. Depuis la découverte, en 1897, par Sir Ronald Ross du rôle des moustiques dans la transmission du paludisme, cette maladie reste une menace majeure, avec jusqu'à 282 millions d'infections et plus 610 000 décès en 2024. ***(Sources : WHO report 2025)***

À Kolwezi, le Corps des Jeunes contre le Paludisme (CJP), coordination du Lualaba et membre de la plateforme CS4ME, a transformé cette commémoration en action de terrain. Le 20 août 2026, dans la commune de Manika, plus de 200 femmes marchandes et 25 pharmaciens ont été mobilisés pour une action de sensibilisation .

Alors que le paludisme demeure l'une des principales causes de mortalité chez les enfants de moins de 5 ans en RDC, les échanges ont porté sur les gestes qui sauvent : comprendre la transmission, utiliser correctement les moustiquaires imprégnées, assainir l'environnement pour éliminer les gîtes larvaires et recourir rapidement aux soins.

Cette action illustre l'esprit de CS4ME : une société civile en première ligne, où la lutte contre le paludisme devient l'affaire de tous et où l'engagement local mérite d'être davantage renforcé.

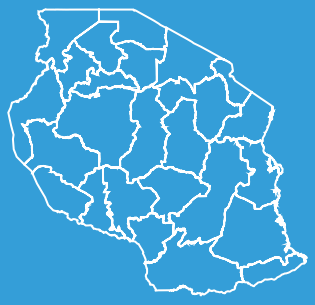


Photo de famille de la sensibilisation contre le paludisme par la CJP/Lualaba au marché Mwilu de Kolwezi.

HAUT-PARLEUR

la société civile renforce son rôle dans la réponse au paludisme en Tanzanie, au Cameroun et en Côte d'Ivoire

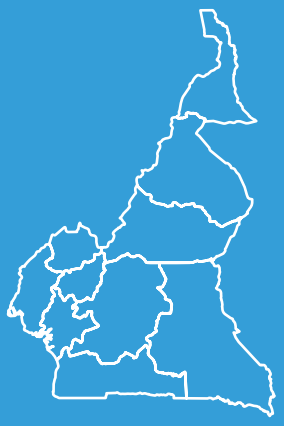
En juillet 2026, les Task Forces PNLP–CS4ME de Tanzanie, du Cameroun et de Côte d'Ivoire ont réuni les programmes nationaux de lutte contre le paludisme (PNLP) et la société civile autour d'un même défi : préserver les acquis de la lutte contre le paludisme malgré des ressources limitées. Au cœur des échanges : le rôle essentiel des acteurs communautaires pour rapprocher les interventions des populations et renforcer l'efficacité de la réponse.



En Tanzanie, renforcer la coordination et la mobilisation des ressources

Réunis le 10 juillet à Morogoro, les acteurs tanzaniens ont notamment relevé les difficultés auxquelles font face certaines organisations de la société civile : ressources limitées, périodes prolongées sans financement et participation encore insuffisante à la définition des stratégies nationales.

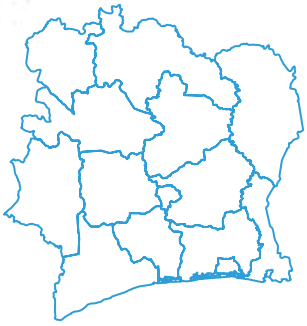
Parmi les pistes retenues figurent le renforcement des rencontres trimestrielles, l'intégration systématique du paludisme dans les différents forums de santé, ainsi que la formation continue des acteurs, notamment à travers des sessions en ligne. La mise en place d'un groupe chargé de développer des propositions de financement vise également à diversifier les partenariats et à soutenir la continuité des interventions.



Au Cameroun, les résultats du terrain plaident pour une implication plus forte

À Yaoundé, le 8 juillet, les échanges ont davantage porté sur les interventions communautaires et les perspectives à venir. Le premier cycle de chimioprévention du paludisme saisonnier (CPS) a permis de toucher près de deux millions d'enfants dans le Nord et l'Extrême-Nord. Les visites à domicile, les annonces dans les marchés et les lieux de culte, ainsi que l'utilisation des radios communautaires ont contribué à rapprocher l'intervention des familles. Les regards se tournent désormais vers la région du Centre, où environ trois millions de moustiquaires imprégnées d'insecticide longue durée sont attendues dans le cadre d'une nouvelle campagne, après plusieurs années sans campagne de distribution de masse.

Pour les organisations de la société civile, cette dynamique doit s'accompagner d'une plus grande implication dans la planification, l'élaboration et la diffusion de supports de communication adaptés aux langues locales et le suivi des indicateurs permettant de mieux documenter leur contribution. L'institutionnalisation de la Task Force à travers une charte et un règlement intérieur validés par les autorités nationales de la santé, figure également parmi les recommandations les plus importantes de la dernière rencontre entre les acteurs de la plateforme de collaboration PNLP - CS4ME Cameroun.



En Côte d'Ivoire, consolider les acquis et mieux soutenir les acteurs communautaires

En Côte d'Ivoire, les acteurs de la société civile, le PNLP et les partenaires responsables de la mise en oeuvre des programmes de lutte contre le paludisme financés par le Fonds mondial, ont profité d'une rencontre de la Task force tenue le 21 juillet 2026 pour revenir sur les progrès enregistrés dans la lutte contre ce fléau. Les décès liés à la maladie sont passés de 3 222 en 2017 à 1 027 en 2025, témoignant des avancées réalisées au cours des dernières années. Les discussions menées ont mis en lumière plusieurs défis majeurs, notamment la situation des agents de santé communautaires, avec des préoccupations liées à leur statut, à leur motivation et à leur intégration dans la fonction publique. Des ruptures de matériel de dépistage signalées sur le terrain ont également été prises en compte par le PNLP.

Parmi les pistes proposées figurent un accompagnement adéquat des agents de santé communautaire à travers la fourniture en matériel et intrants pour prendre le paludisme simple en communauté, un meilleur encadrement des groupements de femmes, qui jouent un rôle dans l'identification et l'orientation des enfants vers les structures de santé, ainsi que le plaidoyer en faveur d'un service de santé communautaire dans chaque Région.

Une même priorité : mieux reconnaître le rôle de la société civile

Au-delà des différences entre les trois pays, un même constat se dégage : **la lutte contre le paludisme passe aussi par une société civile mieux associée, mieux reconnue et mieux soutenue.** Dans un contexte de ressources limitées, les acteurs communautaires restent un maillon essentiel entre les stratégies nationales et les réalités du terrain. Leur donner une place dans les espaces de prise de décisions, c'est aussi renforcer la réponse au plus près des populations.



Photo de famille de PNLP-CS4ME Cameroun

À LA RENCONTRE DES NOUVEAUX MEMBRES



L'ONG Main d'Alliance pour le Développement est officiellement membre de CS4ME .



L'ONG Solidarité pour la Paix et Accompagnement des Veuves et Orphelins des Militaires est officiellement membre de CS4ME



L'ONG unies pour Sauver des vies est officiellement membre de CS4ME



save Life concern est officiellement membre de CS4ME

ON EN PARLE ENCORE

Webinaire CS4ME : GC8 du Fonds mondial : comment adresser et combler les gaps identifiés dans les demandes de financement pays pour le paludisme



Dans un contexte marqué par des contraintes financières accrues, la réduction des financements extérieurs et la nécessité de renforcer l'appropriation nationale des programmes de santé, Impact Santé Afrique, Secrétariat de CS4ME, a organisé le jeudi 24 septembre 2026, la troisième session du CS4ME Malaria Civil Society Coffee Talk.

Cette rencontre, portée sur le thème **« GC8 du Fonds mondial : comment adresser et combler les gaps identifiés dans les demandes de financement pays pour le paludisme ? »,** a rassemblé 161 participants de 78 organisations de la société civile (OSC).

Il a été rappelé au début de la session , l'importance de cette rencontre dans un contexte stratégique marqué par des mutations dans le financement et la gouvernance dans la lutte contre le paludisme. L'objectif était clair, identifier les principales lacunes observées dans les demandes de financement Pays pour le paludisme et proposer des pistes concrètes pour les adresser et les combler dans le cadre du cycle GC8 du Fonds mondial.

Mise à jour du CRG et stratégie d'engagement communautaire

Le rapport mis à jour de juin 2026 du département Community, Rights and Gender (CRG) du Fonds mondial, a présenté les actions de cette institution pour renforcer la participation, le leadership local et national et les systèmes de santé intégrés, ainsi que sa nouvelle stratégie d'intervention pour le GC8. Les participants ont été invités à s'approprier les outils disponibles et les acquis de CS4ME dans le cadre de l'initiative stratégique d'engagement communautaire pour mieux participer au processus du prochain cycle de subvention.

Partages d'expériences de la Sierra Leone et du Burkina Faso

Le partage d'expérience de la Sierra Leone a présenté le parcours de la société civile lors de l'élaboration de la note conceptuelle paludisme. Un parcours marqué au départ par l'exclusion des OSC de la conception du Plan Stratégique National (PSN), puis réajusté par la suite grâce à un travail de plaidoyer ayant permis d'intégrer les priorités communautaires dans la version finale. L'analyse a mis en évidence cinq lacunes majeures portant sur la participation limitée aux processus du plan stratégique national (PSN) et de la demande de financement, la faible représentation dans la gouvernance de l'ICN (Instance de Coordination Nationale), l'insuffisance de ressources pour la coordination aux niveaux national, régional et de district, les capacités techniques limitées face aux procédures du Fonds mondial et la difficulté à porter une position communautaire commune.

Parallèlement, l'expérience du Burkina Faso a mis en lumière une mobilisation structurée autour de plus de 11 groupes constitutifs de l'ICN qui ont porté d'une seule voix les priorités communautaires malgré un contexte marqué par des défis sécuritaires et d'accès aux populations au soins sanitaire . Trois demandes structurantes ont été formulées pour la durabilité, à savoir institutionnaliser les pratiques communautaires, contractualiser les interventions et mobiliser durablement les ressources.

Une autre session s'est concentrée sur l'analyse des principaux gaps identifiés. L'analyse a permis de mettre en évidence huit écueils majeurs : la participation insuffisante aux processus du PSN de la société civile et des demandes de financement, la faible représentation dans la gouvernance du CCM, la coordination déficiente

à tous les niveaux, les ressources limitées pour le plaidoyer, les capacités techniques restreintes face aux procédures du Fonds mondial, l'utilisation insuffisante des données CLM dans la prise de décision, la faible valorisation de ces données auprès des médias et la forte dépendance aux financements extérieurs.

Plusieurs points d'action clés ont été identifiés à savoir:

- Garantir une implication précoce de société civile dès les premières étapes de l'élaboration du PSN et des budgets ;

- Renforcer la voix et l'influence au sein du CCM ;

- Structurer une coordination régulière et harmoniser les positions communes ;

- Mobiliser des ressources spécifiques pour le plaidoyer et l'accompagnement technique ;

- Faire du CLM un outil stratégique en transformant les données collectées en preuves pour la décision ;

- intensifier la communication pour accroître la visibilité des priorités communautaires ;

- Engager tôt le plaidoyer pour la pérennisation et la mobilisation des ressources domestiques.

Au regard de ces priorités, les OSC ont été appelées à réadapter leurs approches, à passer d'une logique de subvention à une logique axée sur la performance, et à s'engager proactivement dans les dialogues pays pour garantir la prise en compte des priorités communautaires dans les demandes de financement.

Une fois de plus, cette rencontre trimestrielle a permis de réaffirmer que la société civile doit se positionner comme un acteur stratégique tout au long des processus nationaux du GC8, renforcer sa collaboration et porter un plaidoyer collectif en faveur d'un financement durable du paludisme.

Renforcer le leadership des adolescentes et des jeunes femmes (AGYW)



Grâce au Fonds pour l'égalité de genre (FEG), Impact Santé Afrique (ISA), le secrétariat CS4ME a continué de renforcer le leadership et les capacités organisationnelles des adolescentes et des jeunes femmes (AGYW) ainsi que des organisations travaillant avec elles et pour elles afin de contribuer plus efficacement à la lutte contre le paludisme.

Dans le cadre des activités de renforcement des capacités destinées aux bénéficiaires de FEG, Impact Santé Afrique a organisé une série de trois formations intitulée **« Renforcement du leadership des adolescentes et des jeunes femmes grâce au renforcement des capacités en planification stratégique, mobilisation des ressources et élaboration de propositions »** les 30 juin, 1er juillet et 3 juillet 2026.

Ces sessions ont permis aux adolescentes et jeunes femmes ainsi qu'aux organisations travaillant en faveur des adolescentes et des jeunes femmes, d'acquérir des compétences pratiques pour renforcer la planification stratégique, mobiliser des ressources et développer des propositions de financement plus solides.

58 participants de 8 pays africains : Cameroun, Eswatini, Ghana, Kenya, Mozambique, Nigéria, Tanzanie et Ouganda, ont participé à cette formation.

De la connaissance à l'application pratique

L'initiative de renforcement des capacités a combiné trois approches complémentaires : l'élaboration d'un guide pratique, des webinaires de formation interactifs et des séances de mentorat en tête-à-tête. Le guide a été élaboré suite à des consultations avec des représentants des AGYW et a été conçu pour fournir des outils pratiques, des conseils, de bonnes pratiques et des exemples adaptés aux réalités des organisations communautaires et de celles travaillant avec les adolescentes et jeunes femmes. Les webinaires de formation ont ensuite donné vie au guide à travers des exercices interactifs, des sondages récapitulatifs, et des quiz . Ces approches ont permis aux participants de tester leur compréhension, de poser des questions et de réfléchir sur la manière dont les concepts pourraient être appliqués au sein de leurs propres organisations. Cette approche s'est avérée satisfaisante, car une évaluation post-formation a démontré de solides résultats d'apprentissage. Pour compléter les webinaires, une série de sessions de mentorat individuel a été organisée par Impact Santé Afrique , permettant aux participants de recevoir un soutien plus ciblé en fonction de leurs priorités et défis organisationnels. Entre le 15 juillet et le 10 août 2026, 18 sessions de mentorat ont été réalisées, impliquant 17 organisations et 27 individus. Le développement de propositions était le domaine de soutien le plus demandé. Le mentorat s'est concentré sur l'élaboration de déclarations de problèmes claires et basées sur des preuves, le renforcement des liens entre objectifs, résultats, livrables et activités, et l'assurance de la cohérence entre les propositions, les plans de travail et les budgets. Le principe de « montrer, ne pas dire » est devenu une leçon importante tout au long du processus de mentorat. D'autres domaines abordés comprenaient la planification stratégique, la mobilisation des ressources, le suivi et l'évaluation, ainsi que la gestion des sous-subventions.

Les sessions de mentorat ont révélé des défis communs rencontrés par les organisations participantes. Ceux-ci comprenaient le développement de périmètres et de calendriers de projets réalistes, la définition d'objectifs réalisables, l'identification d'indicateurs de suivi appropriés et la préparation de budgets reflétant avec précision les coûts de mise en œuvre.

Pour certaines organisations récentes et dirigées par des bénévoles, la mobilisation des ressources restait une préoccupation importante. Les discussions ont donc exploré la cartographie des donateurs, le développement de relations avec des financeurs potentiels et la diversification des sources de financement. Les participants ont également envisagé des approches alternatives telles que l'entreprise sociale, la collecte de fonds communautaire et les contributions en nature.

Lors des sessions de planification stratégique, les organisations ont reçu un soutien pour clarifier leurs priorités, réduire des ambitions trop larges et établir des objectifs réalistes pouvant être traduits en plans opérationnels, cadres de suivi et d'évaluation et stratégies de mobilisation des ressources.

Du renforcement des capacités à un leadership plus fort des adolescentes et jeunes femmes

L'initiative de renforcement des capacités a démontré l'importance de combiner le partage des connaissances avec un accompagnement pratique. Alors que les webinaires ont fourni aux participants des connaissances et des outils fondamentaux, les séances de mentorat ont créé un espace permettant d'appliquer ces compétences à des défis organisationnels réels.

Grâce à cette approche, les adolescentes et jeunes femmes et leurs organisations ont été mieux soutenues pour renforcer leur planification, identifier les opportunités de financement appropriées, développer des propositions plus solides et mobiliser des ressources autour des priorités importantes pour leurs communautés.

L'initiative a également renforcé l'objectif plus large du FEG de renforcer le leadership et la participation des adolescentes et jeunes femmes aux réponses en matière de santé et de lutte contre le paludisme. En investissant à la fois dans les compétences individuelles et dans la capacité organisationnelle, ISA continue de soutenir les adolescentes et jeunes femmes et les organisations servant les adolescentes et jeunes femmes afin de passer de la participation à un leadership significatif et à une influence dans les espaces de prise de décision en matière de santé.

METTRE LE GC7 AU BÉNÉFICE DES COMMUNAUTÉS, LA TABLE RONDE DE LA SOCIÉTÉ CIVILE DRESSE LE BILAN ET PRÉPARE L'AVENIR



Impact Santé Afrique (ISA), Secrétariat de CS4ME, a organisé le 21 juillet 2026 à Yaoundé, une table ronde des Organisations de la Société Civile (OSC) engagées dans la lutte contre le paludisme, le VIH/sida et la tuberculose. Placée sous le thème **« Making GC7 Work for Communities »,** la rencontre a réuni 23 participants, dont des membres de l'Instance de Coordination Nationale (ICN) du Cameroun, des représentants d'ONG et d'OSC actives dans la lutte contre les trois maladies. Cette édition s'est tenue dans un contexte marqué par la réduction des financements internationaux et des incertitudes liées à la préparation du cycle de financement GC8 du Fonds mondial. Un objectif a été identifié : définir les actions prioritaires que les organisations de la société civile (OSC) engagées dans la lutte contre le paludisme, le VIH et la tuberculose devraient mettre en œuvre dans le cadre de la subvention GC7, afin d'anticiper les effets de la réduction des financements prévue dans le cadre du GC8 pour les communautaires. La journée s'est ouverte sur le bilan de la table ronde de décembre 2025. Sur neuf recommandations, cinq ont été réalisées et deux restent en cours, dont le plaidoyer pour la désignation d'un Récipiendaire Principal communautaire national et la mise en place d'un fonds commun destiné à soutenir la participation des OSC aux processus décisionnels.

La présentation du guide CS4ME intitulé **« Fonds Mondial : Ce que je dois savoir en tant qu'organisation de la société civile engagée dans la lutte contre le paludisme »** a rappelé que même si plusieurs étapes du GC8 sont déjà effectifs au Cameroun, la société civile a encore des objectifs à atteindre dans la mise en œuvre des subventions du Fonds mondial.

Par la suite, deux panels ont structuré les échanges. Le premier, dédié aux réalisations, aux défis et aux bonnes pratiques du GC7, a réuni les organisations **SHEMKA Foundation, AFVIPO, For Impacts Social (FIS) et Affirmative Action**. Bien que confrontés à des obstacles récurrents tels que le manque de financements, les retards de

décaissement, les ruptures de stock ou encore les contraintes sécuritaires, ces acteurs ont développé néanmoins des approches novatrices. Parmi lesquels la création de fonds de solidarité pour les agents de santé communautaire polyvalents (ASCP), le renforcement du plaidoyer auprès des autorités municipales pour mobiliser leur soutien à la lutte contre le paludisme, ainsi que la transformation des Drop-in Centers en guichets uniques intégrant la PrEP injectable dans cinq régions du Cameroun.

Le second panel, composé du **RESIPAT, NOLFOWOP, RECAP+ et JAPSSO**, s'est concentré sur la préparation du GC8. Les débats ont permis de dégager treize enseignements clés, mettant en avant trois priorités fondamentales : maintenir un plaidoyer continu, engager un dialogue précoce et inclusif avec l'ICN, et documenter de manière systématique les besoins des communautés.

Les échanges sur la durabilité, la transition et le cofinancement ont permis de dégager une vision commune et de définir des priorités claires. Parmi elles figurent la mutualisation des ressources entre OSC, le développement d'activités génératrices de revenus et la préparation d'un plan de transition anticipé. L'accent a également été mis sur le renforcement du plaidoyer auprès des ministères clés, des mairies et du réseau des Communes et Villes Unies du Cameroun (CVUC).

À l'issue des échanges, cinq recommandations majeures ont été formulées. Elles visent à renforcer le leadership des OSC en matière de durabilité et à formaliser leur rôle dans les processus du Fonds mondial, en appui à l'ICN. Elles préconisent également le développement d'activités génératrices de revenus, la conduite d'un plaidoyer auprès du Gouvernement pour accompagner la transition, ainsi que la mobilisation de la Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE) comme levier alternatif de financement.

La rencontre s'est clôturée par des remerciements de CS4ME et la distribution de supports de sensibilisation sur le paludisme. L'évaluation réalisée auprès des participants a affiché un taux de satisfaction de 85 sur 100, le panel et les pistes de pérennisation ayant été particulièrement appréciés, avec comme principaux besoins exprimés le renforcement des capacités, le plaidoyer et la durabilité.



Photo de famille de la table ronde à l'Hôtel Yahoot de Yaoundé

À NOTER DANS VOS AGENDAS

Novembre						
Lun	Mar	Mer	Jeu	Ven	Sam	Dim
						1
2	3	4	5	6	7	8
9	10	11	12	13	14	15
16	17	18	19	20	21	22
23	24	25	26	27	28	29
30						

- **2 - 13 novembre 2026 :** NMCP - CS4ME Task Force Field Oversight Visit and Resource Mobilization in Tanzania
- **5 novembre 2026:** Digital vs Traditional Malaria Interventions
- **9 novembre 2026:** Advocacy Meeting with the Private Sector (NMCP-CS4ME Task Force Niger / CCM)
- **11 novembre 2026 :** Table Ronde en Côte d'Ivoire sur l'Utilisation Efficace du GC7
- **18 novembre 2026 :** Réunion Mensuelle de la Task Force PNLP-CS4ME Cameroun
- **19 novembre 2026 :** Réunion Trimestrielle du coffee talk de la Société Civile CS4ME sur le Paludisme
- **23–27 novembre 2026 :** CS4ME Round Table «Making GC7 Works for Malaria Communities» in Tanzania
- **25 novembre 2026 :** Webinaire sur le Leadership du Changement : Refresher on Key Skills for AGYW Leadership
- **26 novembre 2026 :** Table Ronde au Cameroun sur l'Utilisation Efficace du GC7
- **26–27 novembre 2026 :** Virtual Meeting on CRG Country Partners Engagement Plan in Tanzania



CS4ME

CIVIL SOCIETY FOR MALARIA ELIMINATION

Contact us

: secretariat@cs4me.org

Join our Work

: www.cs4me.org
: Global Civil Society for Malaria Elimination
: @CS4MEglobal

Elaborated by IMPACT SANTE AFRIQUE secrétariat cs4me